

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{ème} ANNEE — N° 119

17 janvier - 30 janvier 1972

LE NUMERO :

0,50 F

LE PROGRAMME DU P. C. F. :

La dictature "avancée" du capital

« Toutes les "formes de gouvernement" transitives en régime capitaliste ne sont que des variétés de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire de la dictature de la bourgeoisie ».
(Lénine ; "La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky").

A grand renfort de publicité, le P.C.F. vient de lancer son nouveau « Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire ». Qu'il s'agisse d'un programme purement bourgeois, postulant la conservation et l'aménagement du capitalisme et de son Etat, ce n'est pas une nouveauté pour nous. L'opportunisme stalinien, comme toutes les variétés d'opportunisme de l'histoire, a pour fonction essentielle de propager l'idéologie bourgeoise dans les rangs du prolétariat et de servir les intérêts de l'Etat capitaliste. Jamais pourtant cela n'a été aussi clair.

Selon la conception idéaliste bourgeoise, l'Etat est l'émanation de la souveraineté populaire, l'Etat de tous les citoyens, libres et égaux en droits, et la démocratie en est la forme la plus achevée. Le matérialisme marxiste, lui, a démasqué cette mystification en révélant dans l'ordre social la réalité des rapports de classe et dans l'Etat la trique aux mains de la classe dominante, l'instrument par lequel elle maintient sa domination sur la classe opprimée, même et surtout sous le masque hypocrite de la démocratie.

Les politiciens petits-bourgeois et opportunistes, au contraire, rêvent d'un Etat qui serait un organe de conciliation, un arbitre neutre et impartial entre les classes : ils nient du même coup la nécessité du renversement violent de l'Etat bourgeois, qu'ils prétendent pouvoir conquérir et transformer au lieu de le briser. L'Etat populaire libre des opportunistes ridiculisés par Marx et Engels, la « démocratie pure » ou « démocratie présocialiste » de Kautsky, démolie par Lénine, la « démocratie avancée » du P.C.F. actuel sont autant d'incarnations successives de la même illusoire utopie de la petite-bourgeoisie impuissante, subjuguée par la bourgeoisie : le capitalisme mais sans ses abus, la domination du capital mais sans la violence, et du même coup le passage pacifique et graduel au socialisme par la soumission raisonnable de la minorité à la majorité.

Rien d'étonnant si le passage pacifique au socialisme constitue le pivot de la théorie du P.C.F., dès lors qu'il substitue à l'analyse marxiste des lois objectives et impersonnelles du mode de production capitaliste une condamnation morale lancée contre la « domination des puissances d'argent » et qu'il définit le socialisme non par l'abolition du salariat et de l'échange, mais par le transfert de la propriété à l'Etat, la répartition « équitable » des richesses et la gestion des affaires « par l'ensemble du peuple » : pourquoi la révolution serait-elle nécessaire pour passer du capitalisme au socialisme ?

Mais le programme 1971 fait mieux : d'étape qu'elle était vers un prétendu socialisme, la démoc-

cratie avancée devient le but. C'est à la description de celle-ci que sont consacrées les 250 pages du programme, alors que le socialisme doit se contenter d'une demi-page dans l'introduction de Marchais... Parti de gouvernement, parti responsable, comme il l'a lui-même affirmé à plusieurs reprises, le P.C.F. se présente ici (dans l'optique d'une préparation des élections de 73, mais aussi d'une crise sérieuse qui pourrait bien menacer l'ordre existant et entraîner la bourgeoisie à jouer sa dernière carte en confiant la gestion de ses intérêts à l'opportunisme) comme un candidat sérieux à la gestion et au sauvetage de l'Etat du capital. Le programme 71 n'est rien d'autre qu'un hommage à l'idéologie démocratique de la bourgeoisie, et une proposition de réformes d'aménagement du capitalisme destinées à prolonger son existence.

Nous ne ferons que survoler la première partie, « Vivre mieux ». Indépendamment de la prudence extrême des promesses, toutes graduelles et parfaitement assimilables par l'économie capitaliste (pas de salaire inférieur à 1.000 francs par mois, retour progressif aux 40 heures, accès de tous à la culture et donc à la promotion sociale), le mensonge consiste à prétendre qu'il est possible, dans ce régime nécessairement fondé sur le profit, de réconcilier « progrès social » et « expansion économique » (p. 19) et à faire croire aux travailleurs qu'il leur est possible, en régime capitaliste, d'obtenir des *acquis durables*, permettant une amélioration progressive et continue de leur sort (pp. 35-36). Toute l'expérience des luttes sociales montre que la bourgeoisie, qui ne concède quelques améliorations aux travailleurs que contrainte et forcée par leurs luttes, reprend toujours peu après ce qu'elle a accordé. L'essentiel est qu'elle garde le pouvoir : aussi est-ce la seule chose qu'elle ne soit pas disposée à céder ! Qu'il s'agisse des augmentations de salaire, réduites à néant par l'inflation, qu'il s'agisse de la durée du travail, que la bourgeoisie est bien disposée à diminuer lorsque la production stagne, mais qu'aucune promes-

se ne pourra l'empêcher d'augmenter à nouveau lorsque l'expansion l'exigera. Sans prendre d'autres exemples, il suffit de se souvenir de ces expériences de « gouvernement démocratique d'union populaire » avant la lettre que furent le Front Populaire de 1936 ou le gouvernement à participation « communiste » de 1945-47. Un an et demi après les accords Matignon, conclus au terme de la crise économique des années 30, les 40 heures avaient déjà cessé d'exister et les ouvriers travaillaient 48 heures et plus par semaine, pour satisfaire les besoins de la production en vue du deuxième conflit impérialiste. La guerre terminée, le problème du chômage ayant été provisoirement résolu par le massacre de millions de prolétaires, et le capitalisme ayant été régénéré par la destruction massive des forces productives, l'opportunisme incita les travailleurs à « retrousser les manches », à travailler les dimanches et même le premier mai pour les besoins de la « reconstruction » : pas question alors de revendiquer un retour aux 40 heures !

C'est pour cela que nous ne pouvons avoir de revendications immédiates à proposer comme but aux travailleurs. Celles-ci ne peuvent être qu'un moyen en vue du but final révolutionnaire, la lutte leur permettant de forger cette « union grandissante » qui fait leur véritable

(Suite en page 4)

Le marxisme et la guerre indo-pakistanaise

Dans l'histoire de l'irrésistible développement de l'économie mercantile, qui ronge les civilisations paysannes comme un cancer, sape leurs illusions patriarcales et détruit leur isolement, le marxisme a toujours distingué deux types de révolution. Ce n'est pas par un décret métaphysique que se constituent les nations en brisant l'éparpillement féodal ou en unifiant dans le capitalisme le morcellement asiatique. Cette transformation peut se produire de mille façons différentes, et à des rythmes très divers. Cependant, la doctrine communiste montre qu'il existe, en dernière analyse, deux voies essentielles de développement, deux manières d'entrer dans l'ère moderne : la révolution « par en bas » et la révolution « par en haut », la « méthode française » et la « méthode prussienne ».

Contrairement au prolétariat dont le seul outil d'émancipation est son parti de classe, la bourgeoisie conquiert peu à peu, comme résultat spontané du développement de l'économie monétaire, une place dominante dans l'économie. Il est bien vrai toutefois que c'est seulement la magnifique violence de Cromwell, à la tête de ses bataillons de « têtes rondes » et sentant déjà dans son dos l'ombre terrible des « niveleurs », qui creva définitivement la coquille d'un féodalisme en déclin, et qui mit au monde un fier rejeton de capitalisme. De même, c'est sur l'échafaud, au fracas des maximes révolutionnaires de Robespierre et de Saint-Just, tranchantes et claires comme la guillotine, que la révolution française trouva la sanction centralisée de sa radicalisation dans les campagnes. Et c'était une profonde vérité marxiste qu'énonça Lénine le jour où il écrivit cette phrase laconique : « N'est pas marxiste qui n'a pas le plus profond respect pour les révolutionnaires bourgeois ». Marx caressa un moment l'idée d'écrire l'histoire de la Convention, sans doute pour illustrer ce fait indéniable que « les révolutions sont les locomotives de l'histoire » car il y eut véritablement, en France et en Angleterre, une révolution « par en bas ». Certes, des historiens ont démontré que la bourgeoisie, déjà influente dans les campagnes, avait racheté pour elle une part importante des biens nationaux. Mais là n'est pas l'essentiel : le partage des terres ne fut pas égalitaire, et les masses de serfs ne purent pas accomplir leur *faux de terre*. C'est un fait. Cependant, le fond de la révolution bourgeoise en France et en Angleterre, ce fut la destruction radicale de féodalisme, la suppression des droits seigneuriaux, la grande purification des masses de la pourriture qu'exhalait la vieille société agonisante : il était fait table rase, et le terrain était déblayé pour l'affrontement fondamental et seul fécond de la société moderne, celui qui oppose le bourgeois et le prolétariat.

(Suite page 3)

La contre-révolution et ses flancs-gardes

Il est des critiques qui sont des éloges, et des dénonciations qui sont des complicités. C'est à des « critiques » et à des « dénonciations » de ce genre que se livre la Ligue Communiste, dans son analyse minutieuse du Programme de gouvernement démocratique et d'union populaire, présenté par Georges Marchais en octobre 1971.

Le P.C.F. : critique trotskiste des « moyens » ?

Dans son numéro 128, « Rouge » consacre deux pages, deux pages entières à la critique du P.C.F. Sur ces deux pages, pas une ligne qui ne tremble de cupidité et d'indécision tacticienne devant le prétendu « parti ouvrier », pas une ligne qui appelle la contre-révolution par son nom : contre-révolution.

Si Henri Weber trouve quelques « incohérences » dans le programme des larbins de l'impérialisme russe, il lui semble pourtant que « l'incohérence la plus criante se situe au niveau des moyens politiques préconisés pour la réalisation de ce programme ». Pourtant, l'« incohérence » du programme lui-même doit avoir quelque charme, puisque le rédacteur de « Rouge » écrit quelques lignes plus loin : « Dans les semaines à venir, nous reviendrons inlassablement sur l'utopisme stérile de ce conte de fées ». Sévère envers le choix des moyens, Monsieur Weber aura sans doute bougonné : « utopisme stérile », mais pas avant d'avoir avoué, en hochant la tête devant le programme d'un œil attendri « conte de fées ». L'article de fond du même journal, consacré au même sujet, est présenté de la façon suivante :

« Dans ce numéro, Christiane Tillier décrit en détail le piège où son électoralisme enferme le P.C.F. ». Et l'article lui-même porte en effet ce titre révélateur : « Le cercle vicieux de l'électoralisme ».

Cependant, l'hebdomadaire trotskyste ne se limite pas à cette sévère critique de « l'électoralisme » du P.C.F., il combat aussi avec une énergie farouche sa politique d'« alliances à droite ». Ainsi, le même Weber, dans son éditorial, s'en prend avec fougue à François Mitterrand : « loin de chercher à réaliser le front uni » que de la classe ouvrière pour conquérir le pouvoir et pour transformer radicalement la société, Mitterrand s'efforce de passer un accord superficiel » peu compromettant avec le P.C.F. afin de se propulser à la tête de l'opposition de gauche tout en gardant les mains libres ».

Si le P.C.F. s'allie avec Mitterrand, celui-ci n'aura aucun respect pour la tactique du III^e Congrès de l'I. C., et refusera tout véritable Front Unique, avertit Weber avec des airs de Jocaste. D'ailleurs, non seulement Mitterrand n'est pas prêt à « transformer radicalement la société »,

mais encore il a toutes les audaces : « Politiciens bourgeois, Mitterrand et les notables "socialistes" n'ont nullement l'intention de nationaliser les secteurs clés de l'économie, pas plus qu'ils ne sont décidés à réviser profondément la Constitution » de 58, ou à rompre avec l'« Europe des trusts et l'Alliance Atlantique ». Diable ! Quelle acuité critique Monsieur Weber ! Quel fulgurant coup de génie vous a-t-il fait découvrir que ne sont pas révolutionnaires des gens qui se refusent à... réviser la Constitution ? Quelle puissance prophétique vous a conseillé de mettre en garde ce pauvre P.C.F., déjà tombé dans le « piège » de l'électoralisme, contre de si perfides alliés ?

De toute la « terrible » et « révolutionnaire » critique de la Ligue, le lecteur retire une seule et unique impression : les trotskystes critiquent non pas le but du P.C.F., non pas son programme lui-même, mais les moyens qu'il compte adopter pour le mettre en œuvre. Ainsi continue à s'enraciner dans les esprits cette image, que la bourgeoisie elle-même ne dédaigne pas de propager à l'occasion, d'un « parti ouvrier » un peu mou, combattant le capitalisme au nom des intérêts ouvriers, mais qui aurait fini par s'« assagir » quelque peu, pas au point cependant que des trotskystes refusent de faire avec lui un bout de chemin, dans le secret espoir, bien sûr, de le dépasser en route.

C'est parce qu'ils ont semé, et qu'ils sèment toujours ces déplorables et dangereuses illusions que les trotskystes méritent pleinement d'être appelés les flancs-gardes de la contre-révolution.

(Suite page 2)

PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h. Les samedis 22 janvier et 5 février, de 15 h. à 19 h. Les dimanches 30 janvier et 13 février, de 10 h. à 12 h., au siège du « Prolétaire », 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobetins.

● A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 h. à 19 h. au siège du « Prolétaire », 7, Cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Mythe du Vietminh et vérité historique

(Le début de cette étude a paru dans les numéros 112, 114 et 118 du « Prolétaire »).

Bilan de la réforme agraire

La réforme agraire lancée en 1953 pour faire face aux besoins de la guerre et de l'augmentation de la production, devait inévitablement déchaîner la lutte des classes dans les campagnes.

Malgré les espérances du gouvernement, qui préconisait un éventail de mesures différenciées suivant la position des grands propriétaires fonciers, l'action des paysans pauvres s'exerça de manière incontrôlée. Ils n'obéirent pas à des « critères politiques », mais à des « critères économiques », et ils frappèrent indistinctement les propriétaires terriens, indépendamment de leurs idées, et même les paysans riches. Alors que le gouvernement pensait le retenir dans les limites étroites de ses besoins, militaires et économiques, le mouvement échappa au contrôle de la R.D.V. et poussa bien au-delà des limites dans lesquelles on voulait l'emprisonner.

C'est pourquoi, en 1956 (après la guerre contre la France), le gouvernement de la R.D.V. dut faire marche arrière, en s'adonnant à ce qu'on appela l'« orgie d'autocritique ». Les principales « erreurs » commises au

cours de la réforme, furent passées en revue. On dénonça surtout les « tendances extrémistes » qui s'étaient manifestées et le grand nombre de « victimes innocentes ».

Le spécialiste vietnamien Lê Châu, auteur d'une analyse des structures économiques du Viet-Nam résume ainsi les « erreurs » : « La mauvaise classification des propriétaires et des différentes catégories de paysans, des ennemis et des amis — la non-application des traitements de faveur réservés aux propriétaires résistants par rapport aux autres propriétaires — l'atteinte à la liberté religieuse ». Et il ajoute : « Les erreurs de la réforme agraire ont eu une influence néfaste sur la politique du Front National Uni. Cette influence s'est traduite par la situation extrêmement tendue à la campagne (...). Le soutien des masses paysannes sembla ébranlé par ces épreuves » (op. cit. pp. 147 et 149).

En ce qui concerne les terres appartenant à l'Eglise, qui en 1953 constituait encore 10 % du total, au début de la réforme les fonctionnaires avaient l'ordre de s'en tenir aux décisions

des assemblées paysannes de village et de s'abstenir de la façon la plus absolue de donner des ordres impératifs (il était dangereux, à ce moment-là, de heurter les paysans). En 1955, le gouvernement, soucieux de s'assurer l'appui des différentes églises, prit un décret concernant la « protection de la liberté religieuse », dans lequel il est dit : « Les évêques, curés, pasteurs, pasteurs, dirigeants religieux qui ont personnellement des terres à affermer comme les propriétaires terriens ne sont pas classés comme propriétaires terriens (...). Pour assurer l'exercice du culte de la population et pour aider les religieux, le gouvernement accorde sa sollicitude en allégeant les taxes agricoles sur les terres et les rizières laissées en jouissance aux églises, pagodes, sanctuaires, après la réforme agraire » (ibid. p. 408).

A partir de 1956, le gouvernement entreprend une série de mesures de « correction des erreurs » commises durant la réforme. Dans ce but, la X^e session du comité central du Parti décide entre autres de « rectifier la classification des paysans et d'indemniser les victimes innocentes... Les comités de réformes agraires n'ont plus droit à la direction [des affaires d'Etat] mais de-

viennent des organismes d'études (...). Les tribunaux populaires spéciaux sont supprimés ; les libertés religieuses et celles de l'union populaire doivent être respectées ». (ibid. pp. 154 et 156).

En 1958, dans un rapport au congrès du front national, le fonctionnaire Truong Chinh décrit quelques résultats de cette campagne de « corrections » : « Dans 3.501 villages, nous avons fait des démarches pour que les bénéficiaires de la réforme agraire consentent à indemniser les victimes innocentes. Les résultats obtenus se chiffrent à près de la moitié de la valeur des terres expropriées... Le bétail a été indemnisé à 38,5 % ; 64,6 % des biens immobiliers ont été restitués... Les communautés religieuses auxquelles on avait laissé des terres de façon insuffisante, se sont vu attribuer de nouvelles terres » (p. 155).

Selon les chiffres rapportés par Lê Châu, avec la réforme, on avait distribué, dans le Nord, 810 mille ha de terres, et 107 mille têtes de bétail à 2.200.000 familles composées de 9 millions de personnes (72 % de la population rurale).

Dotation moyenne de terre par bouche à nourrir avant et après la réforme agraire (p. 140)

condition indispensable du développement des forces productives. L'Etat vietnamien, comme tous les Etats du « tiers-monde », se trouvant, face au marché mondial, privé d'une industrie de base, devait tirer de la terre toutes ses ressources, et de plus il devait le faire avec des moyens rudimentaires. C'est seulement en produisant un surplus de produits agricoles et en exploitant les produits de ses mines, qu'il pouvait acquérir sur le marché mondial les machines-outils et tout le matériel nécessaire pour se constituer une industrie nationale. Le développement de l'économie imposait donc un gigantesque effort productif dans les campagnes, mais cela devait inévitablement amener un renforcement des paysans riches.

Qui donc pouvait accumuler des surplus de production ? Certainement pas les paysans pauvres, mais seulement ceux qui possédaient la meilleure terre, des bêtes de trait et du matériel agricole. Etant donné la gestion individuelle du sol, il fallait donc passer par la concentration de la terre, du bétail, des machines agricoles dans les mains d'une couche de paysans riches, ce qui amenait du côté opposé un nouvel appauvrissement et la prolétarianisation des paysans les plus pauvres.

Ce phénomène fut défini comme la « koulakisation vietnamienne » par analogie avec ce qui s'était passé en Russie.

C'est pourquoi, l'action des paysans pauvres au cours de la réforme fut dirigée non seulement contre les gros propriétaires fonciers, exploités de demain, mais aussi contre les paysans riches, exploités de demain. La situation des paysans pauvres s'aggrava d'une manière telle que dans la région de Nghe An, en 1956, une révolte éclata qui fut durement réprimée par l'armée de la R.D.V. (de Nghe An est la région même où, en 1930, s'étaient constitués des soviets).

La contre-révolution et ses flancs-gardes

ou critique communiste du Programme ?

(Suite de la première page)

Pour nous marxistes, il ne s'agit pas le moins du monde d'admettre que le Programme du P.C.F., malgré ses « incohérences » serait socialiste, et que la faiblesse des « moyens politiques » préconisés pour sa réalisation le font sombrer dans l'opportunisme. Il s'agit au contraire de montrer qu'il existe un lien entre le programme du P.C.F. et les moyens qu'il se propose d'employer, et que tous deux sont contre-révolutionnaires.

Il n'y a pas une once de socialisme, au sens marxiste du terme, dans le programme du P.C.F. Seules quelques phrases extrêmement vagues rejettent dans un avenir brumeux et lointain une société communiste, décrite en termes si vagues et si imprécis qu'un libéral classique s'en accommoderait facilement, puisqu'il est bien connu que les libéraux ont toujours voulu le bonheur, la liberté, et l'épanouissement des personnes. Mais pour l'immédiat, toutes les propositions du P.C.F. pour « bouleverser la société » se limitent à la « nationalisation des grands moyens de production et d'échange » ! Et les seules critiques que vous adressez à ce plan de nationalisations, Monsieur Weber, sont des critiques de détail, dérisoires, qui prouvent que vous admettez l'essentiel : les nationalisations.

Vous croyez insidieuse la question que vous posez au P.C.F., de savoir s'il indemniserait ou non les capitalistes expropriés. Vous croyez habile d'expliquer aux ouvriers du « parti ouvrier » que l'alliance avec Mitterrand est « incohérente », parce que ce bourgeois n'est pas décidé vraiment à nationaliser ! Et avec toute votre habileté, vous « oubliez » justement de critiquer l'essentiel : vous oubliez de dire que les « nationalisations » elles-mêmes n'ont rien de socialiste, et qu'il n'en résultera même pas une petite amélioration du sort du prolétariat.

Vous oubliez de dire, comme vous devriez le faire si vous étiez des communistes, que, comme le dit Engels dans l'« Anti-Dühring », lorsque le capital passe aux mains de l'Etat : « le capitalisme n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à l'extrême ». Vous ne vous rendez pas compte que vous participez à la formidable mystification petite-bourgeoise soigneusement entretenue par toute la société capitaliste contemporaine, qui identifie le capitalisme et le socialisme, la nationalisation, ultime concentration du capital, et la socialisation, destruction du capital.

C'est parce que vous ne savez pas, Messieurs les trotskistes, ce

qu'est le communisme, que vous pouvez porter au P.C.F. une critique de détail, et le considérer comme un « parti ouvrier », suivant la funeste terminologie de la III^e Internationale en déclin. Sinon vous seriez contraints de dénoncer ce programme, en tant que programme, parce qu'il n'est pas un programme de destruction, mais de sauvegarde et de renforcement de la société marchande. Parce qu'il exprime les illusions de la petite bourgeoisie, qui croit qu'en « débarrassant le pays des monopoles », et en confiant la gestion des grandes entreprises à l'Etat, en assurant un « juste salaire » aux ouvriers, elle établira le paradis sur terre. Cette petite bourgeoisie, dont vous partagez dans une certaine mesure les illusions, confond son rêve de capital étatisé, et d'« Etat démocratique », avec le socialisme.

Car le P.C.F. n'est nullement un « parti ouvrier », mais un parti petit-bourgeois. Nous ne tirons pas cette conclusion d'une plate analyse sociologique qui nous permettrait de dire que le parti de Marchais, s'étant vidé d'un bon nombre de ses adhérents ouvriers, serait devenu un parti bourgeois. Bien que la critique sociologique ait son importance, et qu'il ne soit pas indifférent de savoir que le P. C. compte dans ses rangs moins de 50 % d'ouvriers, et 10 % de petits commerçants et petits patrons, elle n'est pas essentielle. Et l'essentiel, c'est le programme politique.

Son programme nous permet d'affirmer que le P.C.F. est le parti de la petite-bourgeoisie contre-révolutionnaire, et de l'aristocratie ouvrière qui se rattache à elle. Et seule la critique effectuée dans cette optique peut se réclamer du marxisme. Loin d'opposer à la société bourgeoise les principes communistes, le P.C.F. se réclame des principes bourgeois, dans leur application « véritable ».

Là est le secret du P.C.F. : il oppose la pratique bourgeoise aux principes bourgeois, et en appelle aux principes, contre la pratique. Il prend les bourgeois au mot, et leur réclame l'avènement véritable de la véritable démocratie. Il n'est que de l'écouter parler.

« Les représentants du pouvoir tentent de faire croire que la France marche en tête du progrès économique. C'est une affirmation absolument contraire à la réalité ». Les marxistes sont contre le « progrès économique » dont parle ici le P.C.F., et qui est le progrès économique bourgeois. Les représentants du grand capital sont pour le progrès éco-

nomique réel. Le P.C.F. est pour un véritable progrès économique.

« Le peuple français doit pouvoir, en toutes circonstances, décider souverainement de la conduite des affaires nationales ». Les marxistes sont contre la « souveraineté nationale », ou démocratie. Les bourgeois sont pour la démocratie. Le P.C.F. est pour une démocratie véritable.

« Une France démocratique doit être, en effet, une France indépendante ». Les marxistes sont contre l'« indépendance » des nations, la concurrence universelle, le commerce et les guerres qui en résultent. Les bourgeois sont pour l'indépendance des nations, principalement de la leur, et autant que possible au détriment des autres. Le P.C.F. est pour une véritable indépendance nationale.

Ainsi, point par point, sur toutes les questions fondamentales, le P.C.F. est en accord avec les principes bourgeois, en opposition directe avec les principes communistes.

A son troisième Congrès, l'I. C. eut encore des formules heureuses. C'est elle qui écrivit : « Malgré toute la diversité de leurs dénominations, les partis politiques d'Europe et d'Amérique peuvent être divisés en trois groupes : 1) les partis de la bourgeoisie ; 2) les partis de la petite bourgeoisie ; 3) le parti du prolétariat (les communistes) ». Libre aux trotskistes de faire le Front Unique contre le capital avec des gens qui, dans toute leur propagande et leur agitation, se réclament des principes du Capital ! Libre à la Ligue de dénoncer le « piège électoraliste » où se prendrait ce malheureux « parti ouvrier ». Libre à tout ce beau monde de ne rétenir de l'I. C. que ses pires erreurs. Nous, qui nous réclameons des principes du communisme, nous savons que le P.C.F. doit être combattu de front. Et que nos objectifs sont non pas la démocratie, mais la dictature du prolétariat, non pas la croissance économique, mais la destruction du capital, non pas l'indépendance, mais la destruction des nations.

Aussi, de la troisième Internationale, nous préférons ne retenir que la classification rapportée plus haut. Nous n'avons aucun mal à classer le P.C.F. dans la seconde catégorie. Quant aux trotskistes, eux qui font le Front Unique avec la contre-révolution, et qui critiquent le programme productiviste du P.C.F. pour « insuffisance de moyens », qu'ils veillent à se faire eux-mêmes une petite place dans la classification. Nous les voyons déjà pris en sardine, et poussant des petits cris d'écorchés, mais faisant beaucoup de tapage, à côté de leurs compères stalinien.

Catégorie de producteurs	
Avant	
En m2	
Propriétaire foncier	6779
Paysan riche	2116
Paysan moyen	999
Paysan pauvre	343
Paysan salarié	—
Après	
Propriétaire foncier	825
Paysan riche	2159
Paysan moyen	1565
Paysan pauvre	1372
Paysan salarié	1421

Ces données sont certainement peu dignes de foi ; en outre la détermination de la surface de terre par bouche à nourrir est une donnée très douteuse qui signifie peu de choses et qui est très difficile à déterminer. Il est certain cependant que la grande propriété foncière subit un rude coup : ce qui, naturellement, ne veut pas dire que les disparités sociales dans les campagnes aient été éliminées.

L'abolition de l'importance déterminante de la propriété foncière absentéiste, était la

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

Vient de paraître :

PARTI ET CLASSE

Le lecteur trouvera dans cette brochure, outre les « Thèses sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne » approuvées par le 2^e Congrès de l'Internationale communiste en 1920, trois textes de la Gauche communiste « italienne » sur le même sujet : les deux premiers publiés en 1921, alors que tout le Parti communiste d'Italie était rassemblé autour de nos positions, et le troisième rédigé après la deuxième guerre mondiale, alors que la Gauche s'était désormais organisée en Parti en dehors des organisations compromises dans l'irréversible dégénérescence stalinienne, et contre elles.

Ces quatre textes ont en commun l'affirmation du rôle primordial de la forme Parti, non seulement dans la préparation et dans la réalisation de la conquête révolutionnaire du pouvoir, mais aussi dans l'exercice de la dictature prolétarienne, puisque la guerre de classes, bien loin de s'atténuer après la révolution, s'aiguise et s'étend à l'échelle mondiale.

La continuité de la conception marxiste du Parti, allant du Manifeste de 48 jusqu'aux thèses du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste et aux textes dans lesquels notre courant synthétise les rapports entre la classe et son organe le Parti, est montrée dans une ample introduction qui souligne l'opposition totale entre la vision marxiste et celle de courants comme le KAPD de 1920 et les « Triunistes » hollandais.

La brochure de 60 pages, 4 francs. Commandes au « Prolétaire » (ajouter 1 franc pour frais d'envoi sous pli fermé).

Correspondance :

« le prolétaire »
B. P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

« le prolétaire »
C.C.P. 2202-22 MARSEILLE

Abonnements :

« le prolétaire »
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 F et 7,50 F)
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)
« programme communiste »
et « le prolétaire »
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

- ◆ « prolétaire » : 6 mois.
- ◆ « prolétaire » : 1 an.
- ◆ « programme communiste ».
- ◆ Combiné.

(entourer le signe)

LE MARXISME ET LA GUERRE INDO-PAKISTANAISE

(Suite de la première page)

Ce n'est pas cette voie qu'emprunta l'Allemagne. Tout le monde sait que Marx et Engels furent toute leur vie partisans d'une Allemagne centralisée, née d'une insurrection populaire dirigée par les ouvriers, éclatant simultanément aussi bien en Prusse et en Autriche-Hongrie que dans les petites principautés naines qui faisaient des cartes géographiques un véritable puzzle nobiliaire. Le danger était représenté à leurs yeux par la Prusse réactionnaire où le bloc compact des hobereaux s'opposait à tout progrès de l'idée démocratique. Marx et Engels perdirent. La bataille de Sadowa prouva que c'était la Prusse qui serait l'artisan de l'unité allemande. Il n'y eut pas d'insurrection paysanne, dont les prolétaires communistes auraient pu prendre la tête pour réaliser les revendications avancées pour l'Allemagne dans le « Manifeste » de 1847. L'Allemagne cimenta son unité dans la guerre contre Badinguet, sous l'œil vigilant d'un empereur, dont le premier serviteur fut le hobereau Bismarck. L'Allemagne connut une révolution « à la prussienne », une révolution « par en haut ». Sans heurt, progressivement, l'ancienne classe féodale se mua peu à peu en classe capitaliste.

Dans un même pays les deux voies de développement sont possibles. Le développement de l'économie monétaire dissout les économies pré-capitalistes, chasse les paysans de leurs terres, et, l'usure aidant, contraint d'immenses masses paysannes à végéter sur des parcelles minuscules, en foyers familiaux, à côté des grands domaines, appartenant soit aux barons comme en Russie après l'abolition du servage, qui contraignait les paysans à racheter leurs terres devenues un article de commerce, soit aux « zamin-dars » comme en Inde, quand ces grands domaines n'étaient pas tout simplement le résultat, comme en Inde et en Algérie, de l'expropriation violente des populations des campagnes.

D'immenses masses, assujetties à l'impôt, parquées sur des parcelles minuscules, utilisant les techniques les plus archaïques sans le moindre espoir d'amélioration, forment alors une surpopulation menaçante dont les économistes modernes, descendants inconscients du prêtre roux qui blâma en son temps la concupiscence des ouvriers qui accablaient l'Angleterre du poids de leur descendance, se demandent avec une angoisse plus ou moins sincère si elle ne constitue pas un obstacle « au développement », alors qu'elle en est à la fois la condition et le produit.

Dans un pays comme la Russie de 1905, les deux voies étaient possibles, et Lénine le savait. La première voie exigeait que les nobles trouvent assez de sagesse pour abandonner une partie de leurs terres à la fraction supérieure de la paysannerie, afin de permettre la naissance d'une bourgeoisie rurale disposant de domaines suffisamment étendus et mise en condition d'utiliser à la fois des machines modernes et des salaires agricoles. Cette classe de gros paysans, de kulaks, constituerait un appui politique solide à la campagne, contre les paysans sans terre, et permettrait ainsi à l'autocratie de se transformer progressivement et pacifiquement, à l'exemple de la dynastie allemande. Stoly-

pine ébaucha cette politique, mais fut abattu au nom de ceux pour qui il travaillait. La révolution « par en haut » fut abandonnée. Il ne restait plus d'autre voie que l'insurrection violente de toute la paysannerie contre les féodaux, éruption qui éclata au cours de l'été 1917, en pleine tourmente impérialiste, et qui ne trouva pour assurer ses conquêtes que le parti du prolétariat. En octobre 1917, l'histoire prouva que la perspective de Marx et Engels sur les révolutions doubles, la perspective de la dictature démocratique des ouvriers et des paysans était non seulement possible, mais encore qu'elle était la seule digne d'être défendue par les communistes.

L'Inde de 1971 est la poudrière de l'Asie. La Chine, par une série de réformes modérées et progressives, imposées non par des soviets de paysans insurgés, mais par une armée régulière paysanne, a résolu le problème. Des réformes agraires modérées, mais réelles et répétées, ont détendu le formidable ressort de l'insurrection paysanne dans l'Empire du Milieu. La Chine progresse à grands pas vers la civilisation moderne, se crée une industrie nationale puissante, abolit les royaumes indépendants en multipliant les moyens de communication et forge donc son unité nationale, à la fois matériellement dans le commerce et spirituellement dans la lecture — en langue chinoise — des pensées du président Mao et dans la contemplation de son buste.

En Inde par contre, l'énorme masse des paysans sans terre menace de faire basculer le pays dans la guerre civile. La bourgeoisie indienne est assise sur un baril de poudre. La révolution démocratique bourgeoise n'a pas encore été accomplie, et menace de l'être toujours. En 1955, sur 64 millions d'exploitations agricoles, 23 % des exploitants agricoles ne possédaient pas la terre et cultivaient des terrains loués ; 24 % possédaient moins de 0,4 d'hectare ; 23 % possédaient de 0,4 à 2 hectares. D'autre part, 1 % des exploitations cultivaient des propriétés supérieures à 20 hectares, qui représentaient presque un cinquième de la terre cultivée. On reconnaît, face à face, l'industrie capitaliste agricole des planteurs de thé ou de jute, utilisant le travail salarié, et l'immense masse des villages traditionnels, à l'économie délabrée par la pénétration du mercantilisme et végétant, quartier par quartier, caste par caste, dans la misère la plus profonde.

Plus des deux tiers de la consommation agricole est destinée à l'auto-consumation familiale, mais le capitalisme, par la voie la plus lente et la plus barbare, accomplit son œuvre. Les villages auto-subsistants, où chaque caste s'acquittait de sa tâche bien déterminée depuis des millénaires, se dissolvent encore lentement aujourd'hui, comme le mir russe à la fin du XIX^e siècle. Il n'y a que les philanthropes yankees de la fondation Ford et leurs congénères économistes de tout le monde démocratique pour avoir le cœur de verser des larmes de crocodiles, et de publier des études (d'auteurs utiles) sur la « pauvreté » en Inde. Ces gens-là découvrent, en mars 1971, que « les plus pauvres ont en fait pâti d'un abaissement de leur niveau de vie au cours des dernières années ». Ils révèlent que l'Inde est si pauvre que « 40 %

de la population rurale et 50 % de la population urbaine, n'ont pas même atteint le seuil à partir duquel la ration peut être considérée comme suffisante ». Ces gens-là découvrent l'accumulation primitive du capital, après avoir « scientifiquement » oublié la « surpopulation » du siècle passé en Angleterre et en France, qui valut à Malthus l'occasion de s'attirer la reconnaissance émue des capitaines d'industrie. En fait, dans leurs jérémiades démocratiques devant l'horrible barbarie qui accompagne le développement du capitalisme dans les pays arriérés, les hommes de plume du capital n'ont trouvé d'autre monstre à combattre que la bête immonde du « sous-développement ». Et ils ont entrepris une kyrielle de campagnes contre la « Faim ». Les marxistes, dans tous les pays arriérés, appellent par principe les larges masses de la démocratie révolutionnaire à se battre contre les affameurs. Il devrait être clair tout de même qu'une grande partie de l'actuelle misère de l'Inde, c'est-à-dire du prolétariat et des masses paysannes provient du fait que ces dernières, après s'être acquittées de 40 % environ de leur récolte auprès des propriétaires fonciers, doivent encore en fournir environ 20 % à l'Etat sous forme d'impôts.

C'est cette structure sociale de l'Inde, coiffée d'un capitalisme ultra-moderne, mi-indou, mi-anglais, qui explique l'histoire politique de ce pays dans toutes ses périodes du XX^e siècle. Le seul, l'unique, l'essentiel problème de la bourgeoisie indienne, étroitement liée au parti du Congrès qui en était le comité d'affaires, fut d'empêcher le déferlement tumultueux des masses paysannes. Négociant en anglais avec les vices-rois ou les ministres travaillistes, les leaders politiques indiens sentaient toute leur vie dans leur dos le grondement des masses sans terre. Il s'agissait pour le Congrès d'avancer constitutionnellement, d'obtenir l'autonomie puis l'indépendance, de faire reculer les Anglais sans jamais se faire piétiner par l'élan des masses paysannes.

La bourgeoisie cultivée indienne, usa toujours, vis à vis de l'Empire, du plus grand « fair play ». Le fait qu'elle ait pu trouver son symbole dans la personne de ce petit-bourgeois anglicisé matiné d'indouisme réactionnaire que fut Gandhi, prouve à suffisance qu'elle fut une des plus lâches du monde. Sur les Gandhi, les Nehru et les Patel, Marx aurait brisé les lanières du fouet dont il fustigea tous les Camphausen et Hansemann du parlement de Francfort ! Les masses paysannes, ou même parfois ouvrières, comme à Chittagong, se mettaient-elles en mouvement, Gandhi organisait aussitôt un « jeûne » pour expier leur péché.

La non-violence à l'égard de l'oppression anglaise, tel fut le dernier mot de la sagesse de tous les oppresseurs indiens, dans l'attente de la relève.

La perfide Albion profita tant qu'elle le put de ce petit jeu, jusqu'au jour où, affaiblie par la deuxième guerre mondiale (à laquelle le non-violent Gandhi finit, au nom de la sainte démocratie, par donner sa non violente bénédiction dans le camp de Dresde et d'Hiroshima), guettée par des concurrents plus puissants, elle appliqua la dernière maxime qui pouvait encore lui donner un minimum de prise sur l'ancien empire des Indes : diviser pour régner. L'empire des Indes, unifié par la colonisation anglaise, fut dépecé : Djinnah fut dressé contre Gandhi et, de même qu'elle avait été incapable de mettre en mouvement les masses paysannes qu'elle craignait bien davantage que les impérialistes anglais, la bourgeoisie de l'Inde fut incapable de constituer sa propre unité voltairienne de nationalisme et de libre-pensée : elle se scinda d'un côté en adorateurs de Vichnou, et de l'autre en sectateurs de Mahomet.

Il va sans dire que cette partition réactionnaire, ce dépeçage qui limitait les possibilités de développement du marché intérieur et contraignait les deux Etats à dépenser une partie importante de leur budget à s'armer l'un contre l'autre fut une aubaine pour les grandes puissances : il devenait possible, et fatal, après la querelle du Cachemire, de jouer les deux Etats l'un contre l'autre. La Chine craignait l'apparition du concurrent dynamique à ses portes, la Russie poursuivait sa course à l'océan indien, tout comme elle avait lutté autrefois pour Constantinople, et les Etats-Unis, intégrant le Pakistan dans le CENTO, assuraient leurs bases de « containment ».

Aujourd'hui, l'Inde et le Pakistan, joués dans les mains des colosses, sont également contre-révolutionnaires. Ni dans un pays, ni dans l'autre, les gouvernements n'ont octroyé une véritable réforme agraire. Les « plafonds » qui ont été établis en Inde et au Pakistan ont été tournés de la même façon : le grand propriétaire a divisé son domaine et l'a distribué à des prête-noms. La terre est restée à ses possesseurs. Nous, marxistes, ne nous dissimulons pas que la révolution agraire la plus radicale, produit de l'effervescence révolutionnaire des masses paysannes, et non d'une élaboration savante dans des bureaux ministériels, n'a rien de socialiste. Comme le disait Engels, « la grande industrie moderne est le seul véhicule réel du socialisme ».

C'est au prolétariat mondial qu'incombe la mission historique de détruire l'économie mercantile. Et nous savons aussi que, dans les pays où cela est encore possible, le prolétariat doit se mettre résolument à la tête de la paysannerie pauvre, dont il est le seul à pouvoir mener la révolte jusqu'à la victoire.

Dans ces circonstances, il est évident que la guerre indo-pakistanaise était une guerre réactionnaire, menée par un petit bandit contre un bandit plus petit, tandis que les plus grands brigands de cet antre de l'impérialisme qu'est l'O.N.U. comptaient les coups et marquaient les points. La création anglo-russe du Bangla-Desh n'est pas progressive : elle n'a pas pour résultat de constituer une nation viable, c'est une annexion pure et simple dont l'agent essentiel sera moins l'armée indienne que l'irrésistible attraction économique de Calcutta. C'est une conquête pour l'Inde, et une victoire diplomatique pour la Russie. C'est une défaite pour le prolétariat et la paysannerie pauvre de l'Inde, du Bengale et du Pakistan, enivré de poison nationaliste et détournés de la révolution sociale. Bien sûr, la profondeur de la contre-révolution que nous vivons depuis un demi-siècle laisse place à toutes les sanglantes saturnales de la bourgeoisie mondiale. Il n'en reste pas moins qu'au milieu des pires tempêtes, le pilote, s'il veut un jour triompher des éléments déchainés, doit fermement observer sa boussole. Et aujourd'hui la boussole du marxisme indique : caractère réactionnaire de la guerre indo-pakistanaise et de la domination des masses du sous-continent indien par les bourgeoisies indoue ou mahométane ; nécessité, pour le parti marxiste en Inde, de lutter suivant la ligne classique qu'imposent les révolutions doubles : dictature démocratique des ouvriers et des paysans en liaison avec le prolétariat mondial ; caractère impérialiste des trois molasses qui « poussent leurs pions » sur le damier du sous-continent indien en broyant des peuples de squelettes !

La contre-révolution nous contraint à assister en spectateurs à la sauvagerie barbare des rapaces de toute taille qui tranchent dans la chair vive des nations. Mais c'est aussi dans la défaite que le parti du prolétariat enrégimente les convulsions prémonitoires de la guerre civile, où la violence communiste et la terreur révolutionnaire feront table rase de toute cette pourriture capitaliste qui trouva son temple à l'O.N.U. pour y révéler, au nom de la civilisation moderne, la paix, le progrès économique et la coopération entre les peuples.

L'impérialisme français et ses colonies d'Afrique noire

III. - Vers la fin du monopole colonial

Nous avons vu précédemment que la fameuse « décolonisation » de l'Afrique Noire n'avait fait que donner à l'ancienne administration coloniale une personnalité juridique, tout en maintenant les Etats nouvellement créés, mis à part la Guinée de Sekou Touré, sous l'emprise politique entière de l'impérialisme français.

En effet, si la fin de la deuxième boucherie mondiale a conduit à un nouveau partage du monde, si l'Europe a été partagée et occupée militairement dès 1945, si le repartage de l'Asie avec l'indépendance de l'Inde, la guerre de Corée et la guerre d'Indochine s'est fait en éliminant les vieux impérialismes européens décadents, ainsi que le partage du Moyen-Orient à partir de 1956, le caractère encore tout à fait récent de la domination capitaliste sur l'Afrique Noire n'a pas permis qu'elle soit encore partagée, en dépit de percées tout à fait évidentes du géant américain.

L'impérialisme américain (nous ne parlons pas du russe car son influence en Afrique Noire, en dépit de quelques traficotages impuissants en Guinée, au Mali et au Congo-Brazzaville, est quasiment nulle), s'il n'a pas ébranlé la domination politique des vieux rapaces européens sur le continent noir, a cependant acquis un « droit » à la pénétration sur le continent. Abandonnant les tâches de mise en place des conditions du capitalisme aux franco-anglais, il a acquis un droit à bénéficier de ses conséquences, réservant son intervention plus di-

recte pour les cas majeurs : par exemple pour épauler son petit laquais belge au Congo ou pour s'assurer une position stratégique importante, comme c'est le cas de l'Ethiopie.

De plus, l'impérialisme français pour célébrer son mariage de raison avec l'Allemagne fédérale a dû apporter dans la communauté des biens ses colonies africaines et donner ainsi à l'Allemagne dépossédée un droit d'intervention commerciale et financière dans son ancienne « chasse gardée ». C'est la fameuse « association » des dix-huit pays africains au Marché Commun, qui groupe les colonies françaises moins la Guinée, et auxquelles viennent s'ajouter le Congo-Kinshasa, le Rwanda, le Burundi et la Somalie.

Dans ces conditions, le développement embryonnaire d'un marché intérieur dans les pays noirs s'accompagne de la concurrence plus ou moins vive, plus ou moins importante des autres requins impérialistes et, dans la mesure où elle se développe, elle fait des accrocs de plus en plus larges à l'ancien monopole colonial.

Nous allons voir ici l'état de cette concurrence dans l'Afrique Noire sous domination française,

tant sur le plan commercial que sur le plan financier.

Pour l'hebdomadaire " L'Usine Nouvelle " du 11-2-71, « si la France reste le premier fournisseur et le premier client des pays africains francophones, sa part dans le total de leurs échanges extérieurs ne cesse de décroître : elle est passée de 62 % en 1960 à 43 % en 1969.

« De même, la part des quatorze pays (les ex-colonies françaises, moins la Guinée, N. d.R.) dans le commerce extérieur français diminue : 4,2 % du total des ventes en 1969 (contre 5,5 % en 1965) et 3,5 % du total des achats (contre 4,5 % en 1965) ». Cette « diminution relative des échanges commerciaux de la France avec les pays africains francophones (...) est due d'abord à la "normalisation" progressive du régime préférentiel dont elle bénéficiait, ce qui tend à placer sur un pied d'égalité la France avec les autres pays, notamment ceux de la CEE. En outre, chaque pays africain s'efforce, par souci d'indépendance, de diversifier ses échanges extérieurs, en s'ouvrant à la concurrence internationale ».

Si la première raison avancée par " L'Usine Nouvelle " est tout à fait fondée, en revanche la seconde raison est une mystification complète. Cet argument qui consiste à trouver une preuve de l'indépendance des pays afri-

Castro et la Ligue communiste

Il y a quelques mois, cet indémodable imbécile de Livio Maitan s'égosillait dans « Rouge » : « Cuba si, Cuba si » sur un air de samba. Mais les lendemains désenchantés sont le lot fatal des carnavales politiques. Pour du pétrole russe et de la sympathie chilienne, Castro a fait son chemin de Damas ; mais il ne s'agit pas pour lui de se repentir, comme ce fut le cas pour l'apôtre Paul. Castro ne s'est pas renié, mais il s'est accompli ! Il a fait... son chemin de Santiago ! Il est apparu tel qu'il était.

Jamais, bien sûr, il n'y a eu à Cuba le moindre parti marxiste, la moindre révolution ouvrière, et bien sûr, quoi qu'en aient dit de superbes ignorants à la Maitran, Krivine ou Jeannette Mabel, le moindre socialisme. Il y eut quelques nationalisations (passage du capital dans les mains de l'Etat), un certain progrès bourgeois, et un peu de folklore bolivarien. Maintenant, Castro va, comme le dit un journaliste du « Monde » ironiquement, ...modérato. Il donne son soutien contre-révolutionnaire au gouvernement contre-révolutionnaire de Allende, s'oppose aux paysans qui veulent prendre eux-mêmes la terre aux propriétaires fonciers, et aux mineurs chiliens en leur pronant la... modération !

Que dira la Ligue de « l'Etat ouvrier » cubain ? Nous devons attendre ses prochains textes théoriques. Sans doute disparaîtra-t-il comme il était né : un beau jour Fidel Castro était devenu marxiste, et un beau jour... il a cessé de l'être !

Quant au Secrétaire Unifié de la IV^e Internationale, il saura couvrir, nous en sommes sûrs, sa nullité théorique et son rôle de flanc-garde confusionniste de la contre-révolution, de larmes pieuses et hypocrites.

La dictature "avancée" du capital

(Suite de la première page)

force, en vue de l'assaut contre la cause même de leur exploitation : le capitalisme, et contre son instrument, l'Etat bourgeois. Car tant qu'ils ne l'auront pas renversé, ils seront condamnés à subir toujours la même exploitation.

★

Le langage mensonger de l'idéalisme bourgeois tend à masquer la réalité de l'oppression de classe sous les notions de « peuple », de « nation », voire d'« être humain ». L'Etat démocratique bourgeois est théoriquement fondé sur la souveraineté populaire, c'est-à-dire sur un système représentatif et sur un ensemble de lois garantissant un ordre que les divers rouages de l'Etat (administratifs, policiers, judiciaires, etc) se chargent de faire respecter.

Comme le rappelait Pompidou dans son discours du 1^{er} janvier devant les corps constitués : « Telle est la nature de l'Etat démocratique, qu'il ne tient ses pouvoirs et ses moyens que du peuple... C'est dire que l'Etat ne peut remplir sa mission que s'il bénéficie de la confiance populaire. C'est dire qu'il est en droit de compter sur la collaboration des citoyens dès lors que cette confiance lui a été librement manifestée. C'est dire enfin que ses représentants se doivent, par leur dévouement à la communauté nationale et par leur souci des réalités humaines, de justifier l'autorité dont ils disposent et qui ne leur est déléguée que pour le bien de tous et aussi de chacun ».

Le P.C.F. ne conteste nullement ces principes bourgeois (Marchais définit la « véritable

démocratie » comme un « régime où le peuple sera souverain », p. 15) ; il reproche simplement au « pouvoir des monopoles » de ne pas les appliquer « véritablement ». Si l'Etat actuel est oppressif, selon le P.C.F., ce n'est pas en raison de son contenu de classe, mais de sa forme : pouvoir personnel, pouvoir d'un seul parti, pouvoir des grands monopoles. Aussi est-ce en changeant simplement sa forme qu'il prétend instaurer des « rapports nouveaux entre l'Etat et les hommes ». Comme l'écrit France Nouvelle (14-20 déc. 1971) : « L'Etat démocratique que tendrait à devenir de plus en plus "l'Etat du citoyen et du producteur"... Comment craindre que l'Etat soit oppressif lorsqu'il est proposé de donner à chacun "la possibilité d'intervenir de façon responsable et efficace dans les choix qui décident de son avenir et de l'avenir national" ».

Liberté, Egalité, Fraternité (ou, en termes pompidoliens, Participation), les trois personnes de la Sainte Trinité bourgeoise, se retrouvent telles quelles (ou tout au plus affublées de l'adjectif « véritable ») dans le credo du P.C.F.

Sur le plan politique, la participation implique le contrôle du « peuple souverain » « sur l'activité de ses élus et sur l'exécution du programme de gouvernement qu'il aura approuvé lors des élections » (p. 121) ; et sur le plan économique, « l'intervention des travailleurs dans la gestion économique, au niveau de l'entreprise comme au niveau de la nation », pour « soustraire progressivement les forces productives au grand capital privé et par conséquent à l'orientation antisociale et an-

tinationale qu'il leur imprimera » (p. 122).

Mais, dira-t-on, qu'y a-t-il là de nouveau ? N'est-ce pas une confirmation du suffrage universel cher à la bourgeoisie, qui permet comme le disait Marx, de « décider tous les 3 ou 6 ans » quel membre de la classe dirigeante doit représenter et « fouler aux pieds le peuple et le Parlement » ? Quant à la participation économique, que signifie-t-elle d'autre sinon que les travailleurs auront le droit de « participer » à leur propre exploitation, de « décider » eux-mêmes des cadences et des salaires compatibles avec la compétitivité de « leur » entreprise sur le marché, ou même, plus modestement encore, d'« être informés et de s'informer » (p. 123) des modalités de leur esclavage ?

Mais, répond le P.C.F., la Liberté politique sera assurée, — dans les limites de la loi — : « Les partis et groupements politiques pourront se former et exercer librement leur activité dans le respect de la légalité. Leur pluralité concourt à l'expression de l'opinion » (p. 128). Et si de mauvais citoyens ont la tentation de violer la légalité, pour renverser l'ordre établi et brimer la liberté des bourgeois d'exploiter les prolétaires ? Que les bons citoyens se rassurent : une police « démocratique » veillera pour la faire respecter : « La force publique instituée pour la garantie des libertés individuelles et collectives devra rester en permanence au service du peuple souverain ». Et que de malins provocateurs n'aillent pas objecter que Pompidou n'a rien promis de différent dans son discours du 1^{er} de l'an, lorsqu'il affirmait que « le souci de ceux qui ont la charge de

l'Etat est de maintenir l'autorité et la stabilité pour l'intérêt général », car « un Etat stable et fort apparaît comme seul garant de liberté et générateur de justice »...

D'ailleurs, répond encore le P.C.F., c'est sur le chapitre de l'Egalité que mon programme est imbattable, car « seul un scrutin proportionnel peut assurer l'égalité des suffrages, la confrontation loyale des programmes politiques et la représentabilité équitable des élus » (p. 132).

Ainsi, grâce au remplacement du scrutin majoritaire par le scrutin proportionnel, exploités et exploités seraient enfin sur un pied d'égalité et Lénine n'y connaissant rien, qui reprochait à Kautsky de commettre « la petite erreur que commettent toujours les démocrates bourgeois, c'est-à-dire de prendre l'égalité de forme (de bout en bout mensongère et hypocrite en régime capitaliste) pour l'égalité de fait ».

Au fatras de mensonges bourgeois contenus dans le programme du P.C.F. contentons-nous d'opposer quelques vérités simples et décisives énoncées par le marxisme et confirmées par toute l'histoire des luttes de classes :

1) « L'exploiteur ne peut être l'égal de l'exploité. Cette vérité, si désagréable qu'elle soit à Kautsky, fait le fond même du socialisme. Autre vérité : il ne saurait y avoir d'égalité véritable, d'égalité de fait, aussi longtemps que toute possibilité d'exploitation d'une classe par une autre n'est pas absolument éliminée » (Lénine).

2) « L'Etat n'est rien d'autre que la machine d'oppression d'une classe par une autre, et cela tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie » (Engels).

3) « Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile » (Lénine).

4) « La seule transition possible entre capitalisme et socialisme est assurée par la dictature du prolétariat, qui seule permet de briser la résistance de la bourgeoisie et de maintenir l'autorité du prolétariat contre ses anciens exploités et contre tous les secteurs petits-bourgeois rétrogrades ou anarchiques » (Lénine).

★

Dans la réalité historique du capitalisme, Etat et nation vont de pair. Une fois le marché national conquis et unifié, le capital se lance à la conquête du marché mondial, la concurrence intercapitaliste s'étend à l'échelle du globe, la guerre impérialiste devient le moyen le plus radical que la bourgeoisie des grands Etats possède pour remédier à des crises économiques de plus en plus graves par de nouveaux partages du monde. Et l'Union sacrée, l'appel à tous les citoyens est le moyen indispensable pour sauver le capitalisme national en péril, et le capitalisme tout court, au nom bien entendu de la défense de la patrie et de la paix (l'agresseur étant toujours « l'autre »).

Au moment même où les rivalités interimpérialistes s'aiguissent de plus en plus, où les blocs issus de la 2^e guerre mondiale se scindent, où les impérialismes américain, européen et japonais se font une guerre commerciale imputoyable (prélude à la guerre tout-court), où chaque impérialisme dénonce l'impérialisme « égoïste » de son rival, le programme du P.C.F. ose surenchérir encore sur le nationalisme de la bourgeoisie française en écrivant : « La politique du régime actuel est au service de firmes multinationales dont le poids sur notre économie s'alourdit. Elle ne tient pas compte de l'intérêt national » (p. 148).

Les social-chauvins du P.C.F. ont remplacé la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat par une opposition mythique entre grande-bourgeoisie monopoliste et nation. Fier de rivaliser de patriotisme avec les bourgeois, Marchais s'écrit : « Notre patriotisme, puisant aux mell-

leurs sources de son histoire, est un appel à la nation pour qu'elle se débarrasse des parasites qui la rongent » (p. 22). Pour l'instant, cet appel à l'union sacrée n'est qu'un appel électoral à toutes les couches moyennes, baptisées « forces saines de la nation ». Mais nul doute que si dans l'avenir la bourgeoisie a recours à la guerre comme au moyen ultime de conjurer la crise qui déjà la fait trembler, le P.C.F. ne l'aide, comme il se glorifie de l'avoir fait dans le passé, à se pourvoir de chair à canon prolétarienne.

Nul doute aussi que le programme qui forme la base économique de la politique d'indépendance nationale du P.C.F. (nationalisation des monopoles industriels et bancaires, planification, mesures pour équilibrer la balance des paiements et assurer « la stabilité des prix et de la monnaie ») ne corresponde à la tendance générale du capitalisme dans sa période impérialiste (concentration et centralisation croissantes), même si la démagogie antiploutocratique à l'usage de la petite-bourgeoisie atténue pour l'instant la « rigueur » de ce programme en promettant de laisser subsister un anachronique et improductif secteur de petites et moyennes entreprises à côté du secteur rationalisé.

Mais on sait que le fascisme, héritier du réformisme social-démocrate de la II^e Internationale, ne procéda pas autrement, s'appuyant d'abord sur la petite-bourgeoisie contre le prolétariat, avant de la sacrifier à son tour aux besoins généraux du capitalisme.

Le programme du P.C.F., bien qu'il ne prononce pas une seule fois le mot de « crise », suppose implicitement cette perspective. Il est plausible que, menacée par l'approfondissement de la crise économique en crise sociale et politique, la bourgeoisie se résolve — comme elle l'a déjà fait dans le passé — à confier à l'opportunisme le soin de gérer l'Etat, pour freiner la lutte de la classe ouvrière avant de la réprimer, comme le firent, après la première guerre mondiale, les Noske et Scheidemann, massacreurs du prolétariat allemand. Dans ce cas, les mesures de réorganisation capitaliste prévues par le programme du P.C.F. pourraient bien apparaître comme des mesures destinées à faire front à la crise et à sauver le capitalisme, en sacrifiant même au besoin certains intérêts capitalistes « privés » aux intérêts généraux du capital.

★

Si dans tous les pays du monde la bourgeoisie se prépare à la crise en essayant à tout prix de sauvegarder ses marchés contre ses concurrents d'autres pays, et avant tout en s'efforçant de diminuer les coûts de production par des mesures de plus en plus féroces dirigées contre la classe ouvrière (blocage des salaires, licenciements massifs, etc), l'opportunisme, lui, se pose déjà en candidat pour guérir le capitalisme malade. Le prolétariat n'a rien à attendre d'un « gouvernement démocratique d'union populaire » qui ne sera jamais qu'une variété de l'Etat démocratique bourgeois, c'est-à-dire de la dictature de la bourgeoisie. Contre les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, qui ont tout abandonné du programme communiste pour embrasser un programme d'aménagement du capitalisme et de conservation de l'Etat, fondé sur l'idéalisme bourgeois le plus pur, la classe ouvrière devra retrouver son programme historique, défendu par notre parti dans la lignée de Marx et de Lénine : Le capitalisme ne se réforme pas, il se détruit, et son instrument, l'Etat bourgeois, n'a pas à être conquis, mais brisé par la révolution violente du prolétariat. A la dictature de la bourgeoisie, démocratique ou fasciste, gérée par les grands-bourgeois ou par leurs laquais, nous opposerons la dictature implacable du prolétariat, dirigée par son Parti international, jusqu'à l'écrasement définitif des classes vaincues, jusqu'à la disparition de la division en classes et à l'extinction de l'Etat, dans une société qui ignorera enfin l'exploitation.

L'impérialisme français et ses colonies d'Afrique noire

(Suite de la page 3)

cains dans la diversification des échanges extérieurs est celui de tous les gouvernements fantômes d'Afrique Noire, notamment l'argument de la diversification des exportations, celles vers la France étant passées en dix ans de 62 % à 37 %. En effet, l'impérialisme français a lui-même intérêt à élargir ses ventes hors de la zone franc, ce qui lui rapporte des devises étrangères : la preuve en est donnée par le Rapport du Conseil Economique et Social du 15-4-70, bien que les remarques suivantes s'appliquent non seulement à l'Afrique Noire, mais également à l'Afrique du Nord :

« La balance des Etats afri-

» cains et malgache avec les pays » étrangers est globalement ex- » cédentaire. C'est là un résultat » remarquable ». Et encore : » Cette évolution heureuse est » due surtout au développement » des exportations des produits » minéraux, fer, phosphates, pé- » trole, manganèse, du café, du » cacao et des bois tropicaux ». Et enfin : « L'avantage pour la » France est clair. Les Etats afri- » cains et malgache, loin de coû- » ter en devises, en apportent de » plus en plus ».

Prenons des chiffres en consultant le tableau suivant que nous avons constitué d'après les renseignements fournis par le rapport déjà mentionné :

(en milliards de NF)	1964	1965	1966	1967	1968
Apport en devises des pays africains	1,1	1,2	1,2	1,3	1,5
Gains annuels totaux en devises de la zone franc	3,7	4,6	1,2	—	—

Il ne faut pas être grand clerc, entre parenthèses, pour remarquer comment, en 1968, les exportations africaines hors de la zone franc, ont servi de « volant de sécurité ».

Ainsi la diminution relative importante des achats métropolitains aux pays d'Afrique Noire n'est pas tellement une preuve « d'indépendance », (d'autant plus d'ailleurs que la commercialisation de ces produits est monopolisée par des sociétés françaises), que le résultat de la politique financière de l'impérialisme français, qui « diversifie » les lieux d'exportation dans son propre intérêt. Une autre preuve en est donnée par le fait que si les exportations des pays d'Afrique Noire sous domination française vers la métropole sont passées de 62 % à 37 % de 1959 à 1969, les importations en provenance de France sont seulement passées de 62 % à 51 % ; les échanges commerciaux se soldent donc régulièrement par un excédent en faveur de la France de l'ordre de 100 millions de francs, sans compter l'excédent bien supérieur dû aux transports et aux assurances, bien entendu aux mains de la France. Du point de vue commercial, donc, l'impérialisme français reste le grand gagnant.

Le seul point sombre à l'horizon

des intérêts impérialistes français est la diminution relative de ses ventes vers les pays africains. Bien sûr, le marché intérieur des pays noirs reste encore faible, mais, comme l'exprime un article du journal "Entreprise" du 30-1-71, « représentant plus » de 50 millions d'habitants, » l'Afrique Noire francophone » constitue un marché non négligeable pour les industriels et les exportateurs français. Et ce-ci, bien que le revenu annuel par tête d'habitant soit souvent inférieur à 160 dollars ».

Or, comme l'affirme l'article d'"Entreprise" déjà cité, la diminution relative des ventes françaises est due au plus grand « dynamisme de nos concurrents », notamment les Allemands.

Sur le plan des capitaux, maintenant, on peut lire dans le même journal, que « les investisseurs français ont bénéficié pendant très longtemps d'un régime de faveur par rapport à leurs concurrents européens, américains et japonais. Les potentialités économiques énormes de ce continent ont rendu la coopération très « rentable »... Le général de Gaulle n'avait certainement pas tort en affirmant que l'aide aux pays africains "est le meilleur placement à long terme et à

» moyen terme "... ».

La généreuse coopération cachait évidemment de sordides intérêts financiers. Mais, d'autres capitaux que les français s'investissent maintenant en Afrique : par exemple, au titre de l'aide publique multilatérale, européenne, le Fonds Européen de développement a envoyé en Afrique Noire 581 millions de dollars, en application du traité de Rome (200 pour la France, 200 pour l'Allemagne, etc...) et doit expédier 730 millions de dollars suivant la convention de Yaoundé (la contribution française étant encore égale à l'allemande, soit 246 millions de dollars). Il faut ajouter l'aide bilatérale et surtout les capitaux privés pour lesquels l'Allemagne n'est pas en reste, ni même l'Italie. Il faudrait des données plus nombreuses pour dresser un tableau des investissements en Afrique Noire sous domination française, mais ce qui est certain, c'est que c'est sur le plan des capitaux que la concurrence se fait sentir le plus vivement. L'article du journal "Entreprise" déjà cité, note, en parlant de la Côte d'Ivoire : « Les Ivoiriens ont tendance aujourd'hui à se tourner davantage vers les industriels américains, allemands, italiens, israéliens, voire japonais, que français... ».

Il est clair que l'élargissement du marché intérieur des pays africains doit attirer des capitaux plus nombreux, d'autant plus que c'est en Afrique Noire que le taux de profit est le plus élevé. Mais le renforcement de la concurrence qui doit s'en suivre ne peut se faire qu'au détriment de l'impérialisme français dont la faiblesse industrielle congénitale, en dépit du sursaut des années 60, n'est pas à démontrer. Et cette accentuation de la concurrence, qui jouera davantage encore dans l'avenir, ne peut pas à la longue ne pas commencer à porter ses premiers coups de boutoir contre l'emprise politique encore contestée de l'impérialisme français sur l'Afrique Noire pudiquement baptisée « francophone ».

Nous verrons dans un prochain article quelles réactions suscité déjà l'intuition de cet avenir peu « glorieux » pour la « France éternelle » au sein du vieil impérialisme, irrémédiablement décadent.